

Les jeunes Québécois encore à l'âge métaphysique

par Jacques LAZURE *

Il importe de reconnaître que, par sa nature [l'esprit métaphysique] n'est spontanément susceptible que d'une simple activité critique ou dissolvante, même mentale, et à plus forte raison sociale, sans pouvoir jamais rien organiser qui lui soit propre. (A. Comte, *Discours sur l'esprit positif*, présenté par P. Arbousse-Bastide, Paris, Éd. Le monde en 10/18, 1963, p. 40.)

La métaphysique n'est donc réellement, au fond, qu'une sorte de théologie graduellement éternée par des simplifications dissolvantes, qui lui ôtent spontanément le pouvoir direct d'empêcher l'essor spécial des conceptions positives, tout en lui conservant néanmoins l'aptitude provisoire à entretenir un certain exercice indispensable de l'esprit de généralisation, jusqu'à ce qu'il puisse enfin recevoir une meilleure alimentation. (*Ibid.*, p. 40-41.)

On peut donc finalement envisager l'état métaphysique comme une sorte de maladie chronique, naturellement inhérente à notre évolution mentale, individuelle ou collective, entre l'enfance et la virilité. (*Ibid.*, p. 41.)

AUGUSTE COMTE, le « fondateur » de la sociologie, serait nettement dépassé, au dire d'un bon nombre de sociologues contemporains. Chose certaine, il n'est plus beaucoup à la mode, surtout dans les milieux étudiants. Est-ce à dire que toute sa pensée est à rejeter, que ses jugements de « sociologue » sont tous à écarter ?

* L'auteur est professeur au département de Sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

Comte peut encore, à sa manière, alimenter notre esprit et lui fournir certains matériaux qui lui permettent, si paradoxal que cela paraisse, de jeter un regard neuf sur la situation sociale contemporaine. C'est exactement la démarche que j'entends suivre, dans cette analyse du monde des jeunes Québécois. M'inspirant de la célèbre « loi des trois états » formulée par Comte au siècle dernier, j'é mets l'hypothèse que la société québécoise dans son ensemble, et plus particulièrement le monde des jeunes, n'en est encore qu'au stade métaphysique de son évolution mentale et sociale.

Que signifie le stade ou l'âge métaphysique, dans la pensée de Comte ? C'est une phase essentiellement transitoire, se situant entre l'âge théologique et l'âge positif. En gros, l'âge théologique se caractérise par le recours aux causes ou forces « surnaturelles » dans l'explication de la réalité physique et humaine. On enjambe les faits et les lois qui peuvent en résulter pour s'intéresser d'abord et avant tout aux causes premières, de type transcendant. L'âge positif, lui, se distingue par l'attention spéciale qu'il accorde aux faits et phénomènes observables de la réalité. Il essaie de découvrir le lien de similitude ou de continuité qui les unit et, par là, il tente d'en dégager les lois de structure et de déroulement.

L'âge métaphysique se trouve plus ou moins à mi-chemin entre les deux précédents, tantôt se rapportant davantage à l'un, tantôt penchant du côté de l'autre. Âge essentiellement de transition, il a comme fonction de démolir l'esprit théologique et de préparer le terrain à l'esprit positif. Voilà pourquoi, selon les textes cités plus haut, il exerce par-dessus tout une « activité critique ou dissolvante ». Cependant, au sein même de cette activité, il s'apparente à l'âge théologique par son besoin d'expliquer le réel, non pas par des lois fondées sur l'observation de phénomènes vérifiables, mais par des essences ou des causes immanentes s'exprimant sous forme d'idées pures ou de concepts abstraits. En somme, l'esprit métaphysique représente, chez Comte, une époque simplement provisoire, typique d'une mentalité qui se cherche, qui veut se dégager de la perspective théologique sans pour autant pouvoir accéder encore à l'explication positive.

L'hypothèse formulée ci-dessus propose que les jeunes Québécois en seraient encore à l'âge métaphysique de leur évolution. Il n'est pas question de vouloir enserrer tous les faits dans cette hypothèse; celle-ci n'est utilisée qu'à titre d'encadrement général, susceptible de nous faire percevoir davantage la complexité et la subtilité du monde des jeunes Québécois, de leurs attitudes souvent sinueuses et caracolantes, de leurs comportements fréquemment énigmatique et, du moins en apparence, incohérent.

Dans cette analyse, je m'abstiendrai le plus possible de l'ésotérisme scientifique (ou pseudo-scientifique !) propres à plusieurs écrits. Je me réserve ce privilège (ou cette corvée !) pour un ouvrage beaucoup plus étendu sur le sujet. Pour le moment, je laisse à peu près complètement de côté tout l'appareil méthodologique de rigueur dans une étude proprement scientifique. Je m'en tiens à une série d'observations et de critiques personnelles, fondées sur un ensemble de faits relatifs aux jeunes Québécois et jugées à la lumière de l'hypothèse précitée.

Le plan de cette étude est simple. J'examine et, en même temps, j'essaie d'interpréter la situation des jeunes Québécois dans les quatre domaines suivants : religieux, sexuel, scolaire et socio-politique.

I. — Le monde religieux des jeunes Québécois

ou la critique religieuse qui s'évente, pour se métamorphoser en indifférence.

Aux premières années du grand « débloqué » québécois, c'est-à-dire au début de la décennie qui vient de se terminer, la critique religieuse s'est mise à fleurir chez nous. Le mouvement, au moins dans ses manifestations publiques, fut amorcé par les adultes. Le frère Untel, par ses impertinences tout à fait « pertinentes », fut un des premiers à asséner un bon coup de pied au postérieur tranquille d'une société bien étendue sur son patrimoine religieux et culturel, qu'elle préservait de tout son poids séculaire. La revue *Cité libre* entra dans la ronde. Ses analyses, la plupart du temps foncièrement justes, malgré un ton parfois impitoyable et persifleur, dévoilèrent au Québec les fissures de son catholicisme institutionnel. Le Mouvement laïc de langue française se créa, revendiquant à cor et à cri le droit à des écoles non confessionnelles, le droit à la dissidence et à la liberté religieuses. Les débats en matière religieuse étaient lancés sur la place publique. Durant plusieurs années, ils firent souvent les manchettes des journaux; ils constituèrent l'objet de colloques nombreux dont l'intérêt n'avait parfois d'égal que leur virulence.

C'est dans un tel contexte social que la critique des jeunes à l'endroit de la religion commença de s'exprimer. Une analyse attentive du contenu des journaux étudiants, surtout à partir des années 1962-1963 jusqu'aux années 1967-1968, montrerait à l'évidence l'apparition et la croissance de ce nouveau phénomène. Il y avait de quoi s'étonner. Se pouvait-il que des étudiants, encore à l'époque tous issus de collèges classiques composés, au moins aux trois quarts, de clercs enseignants qui s'étaient évertués à leur inculquer une solide formation intellectuelle, morale et chrétienne, se missent ainsi à critiquer violemment les structures et les attitudes religieuses du Québec, à vitupérer les méfaits des écoles ou collèges confessionnels, à ridiculiser la pratique religieuse conformiste et les croyances entachées de superstition d'une masse religieuse ignorante et moutonnaire ?

En fait, c'est l'époque de la « critique dissolvante », de la démolition presque systématique de la religion que le Québec des jeunes vécut alors. L'opération ne

s'effectue d'ailleurs pas sans un enthousiasme évident, voire même avec une certaine frénésie. Les associations étudiantes de l'Université de Montréal et de l'Université Laval, avec leurs journaux respectifs, le *Quartier latin* et le *Carabin*, prennent la tête du mouvement qui se propage bientôt à plusieurs associations et journaux étudiants de collèges. Pour un temps, le mouvement se coordonne et s'amplifie, à la faveur de la formation de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), de la Fédération des associations générales des étudiants des collèges classiques du Québec (FAGECCQ) et de la Presse étudiante nationale (PEN). C'est peut-être à ce moment-là que l'ère de la critique religieuse atteint son point culminant, chez les jeunes du Québec.

Ils y sont d'ailleurs poussés par la double vague de déconfectionnalisation des structures religieuses et de sécularisation des individus croyants qui vient battre les flancs du catholicisme québécois. Tour à tour, les syndicats, les hôpitaux, les œuvres de bienfaisance et de loisirs, certains collèges, l'Université de Montréal perdent ou bien leur administration cléricale ou bien leur caractère confessionnel. Le Rapport Parent, par ses tranches successives, accrédite petit à petit dans le milieu québécois l'idée d'un système scolaire public dont les structures administratives seraient de caractère areligieux. Si bien (ou plutôt si mal, pour d'aucuns !) qu'à ce moment, ils seraient plutôt rares, selon une hypothèse qui, en fait, n'a jamais été vérifiée, les étudiants de quinze à vingt-cinq ans qui d'eux-mêmes, hors de toute impulsion ou contrainte parentale et par pure conviction personnelle, prôneraient la confessionnalité des institutions scolaires.

D'autre part, la sécularisation des individus gagne du terrain rapidement. Déjà, en 1961, dans le domaine de la pratique religieuse, l'enquête de Norbert Lacoste sur l'île de Montréal accuse un fléchissement sensible du taux d'assistance à la messe dominicale, surtout dans les quartiers huppés des classes professionnelles et les milieux pauvres des ouvriers. Depuis, bien d'autres enquêtes, partielles ou générales, surtout dans le monde étudiant, n'ont fait que corroborer cette marche graduelle vers l'abandon de la pratique religieuse. On en est au point, à l'heure actuelle, où bien des paroisses, par exemple celles des diocèses de Québec et de Montréal, ne peuvent plus tenir le coup financièrement. Ce qui montre bien, en passant, que le phénomène du déclin de la pratique religieuse n'est pas exclusif au monde étudiant; il touche aussi les jeunes du monde du travail et, dans une certaine mesure, l'ensemble de la population catholique.

Non seulement la pratique religieuse faiblit, mais le contenu même des croyances s'estompe, pour ne pas dire se dissipe. Certaines enquêtes que j'ai menées personnellement auprès d'étudiants de collège ou d'université m'ont révélé clairement leur tendance à considérer comme « folkloriques » et, par là même à les rejeter, certains points traditionnels de la croyance catholique comme l'existence des anges, de Satan, de l'enfer, du purgatoire, des indulgences plénières ou partielles, de la virginité de Marie, de son immaculée-conception, de son assomption, etc. Si la plupart des jeunes se définissent encore comme des croyants en Dieu, il faut voir de quelle croyance il s'agit et dans quelle mesure elle peut ne représenter pour eux qu'un simple stéréotype. À mon avis, comme je l'indiquerai plus loin, la croyance des jeunes, une fois révolue leur période d'adolescence, et même malgré une catéchèse renouvelée, tend à se muer en un vague déisme, non sans affinités avec celui, en France, du siècle par excellence de la critique religieuse, le XVII^e siècle.

En conséquence de cette dégénérescence de la foi et de la pratique religieuse, il n'est rien de surprenant de constater une baisse appréciable des vocations religieuses et sacerdotales, surtout depuis 1965. D'ailleurs, il est loin d'être avéré que le facteur religieux constitue la raison prépondérante, encore moins unique, d'un tel fléchissement. La dégradation de la foi et de la pratique religieuse au Québec, comme la dégringolade du recrutement religieux et sacerdotal, m'apparaissent comme bien davantage liées à un ensemble de facteurs sociaux et culturels qu'il m'est impossible d'analyser ici. Chose certaine, les petits et les grands séminaires se dépeuplent à un rythme plutôt rapide et ne peuvent compter que sur une bien maigre relève. Phénomène plus significatif encore : quelques centaines de prêtres plutôt jeunes ont, depuis trois ou quatre ans, quitté les rangs du clergé et rien n'indique encore que le mouvement soit à son déclin.

Enfin, la sécularisation des individus, conjuguée à la déconfectionnalisation des structures, pousse l'Église québécoise de plus en plus dans une situation de marginalité. On la sent bien se remuer au sein de sa propre orbite, tenter de se rénover dans sa liturgie, sa catéchèse, sa pastorale, ses rapports d'autorité, la formation de ses clercs et religieux, etc., mais tous ses efforts ne parviennent pas, à quelques exceptions près, à lui faire retrouver le centre de la vie quotidienne de ses fidèles, encore bien moins de ceux qui se sont détachés d'Elle. Même ses désirs de présence au monde, comme celui, dernièrement, d'une animation sociale dans les couches défavorisées de Montréal, n'arrivent pas tellement à susciter l'intérêt des jeunes, pas même à ébranler leur conscience.

Au fur et à mesure que la religion, dans les structures et dans les individus, perdait de son mordant et de sa vigueur, que la société québécoise se refaisait sur de nouvelles bases et s'édifiait avec des matériaux inédits, la critique religieuse des jeunes tendait à s'émousser, délaissait graduellement sa cible et se transmuait en une critique surtout politico-sociale. La trajectoire s'est accomplie de manière si nette, depuis deux ou trois ans, qu'il est permis maintenant de parler, à propos des jeunes, beaucoup plus d'un climat d'indifférence religieuse que d'un esprit d'hostilité ou d'un militantisme antireligieux et anticlérical. Le changement est de taille, surtout pour la signification sociale qu'il représente. Chez les jeunes, il n'est plus tellement question, à l'heure actuelle, d'enfourcher la Rossinante de l'antireligion et de partir en guerre contre un système de pensée ou une institution qu'on voudrait jeter par terre. L'attitude est clairement autre. On passe plutôt royalement à côté de cette réalité qu'on juge malade ou moribonde; on ne daigne même pas jeter un regard sur elle ou, si on le fait, c'est plutôt dans un élan de pitié teintée d'ironie ou de commisération pleine d'assurance. En somme, les jeunes reproduisent la démarche du lévite de la parabole : « ils la virent et passèrent outre ».

Une attitude de ce genre dénote-t-elle que les jeunes en sont encore, sur le plan religieux, à l'âge métaphysique ? La réponse exige des nuances sérieuses. En un certain sens, la jeunesse québécoise, en matière religieuse, a même dépassé le stade métaphysique. Du moins, étant donné que ce dernier, ambivalent par nature, tantôt se porte du côté du « théologique », tantôt incline davantage vers le « positif », manifeste-t-elle, à l'intérieur du « métaphysique », des tendances très nettes vers le « positif ». Aussi longtemps qu'elle s'est appliquée à combattre la religion, à exercer envers elle une critique dévastatrice, à en dénoncer les failles et les faiblesses, la jeunesse du Québec se situait alors de plain-pied dans l'Esprit métaphysique, dont c'est le propre de vouloir renverser la structure de pensée et les institutions caractéristiques de l'esprit théologique. Ce fut, en gros, la période allant de 1960 aux années 1967-1968.

Mais, depuis deux ou trois ans, le climat religieux a changé chez les jeunes. C'est l'indifférence, l'apathie, le scepticisme, voire même l'agnosticisme en certains cas, qui règnent maintenant au milieu d'eux. Dans la même mesure, c'est comme s'ils se rapprochaient davantage de l'esprit positif, pour qui faire abstraction complète de l'esprit théologique devient un besoin et une nécessité. L'esprit positif procède, dans les

démarches qui lui sont propres, c'est-à-dire dans la découverte des lois du réel fondées sur l'observation, comme si l'esprit théologique n'existait pas ou plus. Dès lors, il cesse de le critiquer violemment. Il le regarde plutôt comme une étape révolue, peut-être utile ou nécessaire dans le passé, mais qui n'a plus sa raison d'être présentement. C'est exactement l'attitude qu'affichent les jeunes, à l'heure actuelle.

Il est extrêmement significatif de constater que ce passage, dans la jeunesse québécoise, d'une période de critique religieuse à une période d'indifférence reproduit, à grands traits, l'évolution même de la pensée française aux XVIII^e et XIX^e siècles, lorsqu'elle cheminait allégrement vers le positivisme. En effet, on peut à bon droit comparer la période de critique des jeunes Québécois à celle de l'Encyclopédie, au « siècle des lumières », alors que l'esprit voltairien de l'époque s'acharnait sur l'« Infâme ». Par contre, la période actuelle d'indifférence religieuse équivaut, du moins dans ses grandes lignes, à celle de la première moitié du XIX^e siècle français, alors que des penseurs comme Auguste Comte ou les premiers socialistes laissaient de côté le catholicisme pour se préoccuper surtout de réorganiser la société, cette fois sur des bases purement humaines et terrestres.

Cette tendance des jeunes vers certaines formes inchoatives de l'esprit positif, au sein même de leur période métaphysique, ne se manifeste pas seulement par l'état d'indifférence dans lequel ils vivent à l'endroit de la religion. En voici une autre manifestation, à mes yeux non moins éclatante. À côté de cette indifférence vis-à-vis du catholicisme québécois, ou peut-être même en liaison avec elle, on décèle chez les jeunes un certain intérêt à l'étude scientifique et positive de diverses formes de religion. C'est d'ailleurs la seule chance possible de survie des facultés théologiques ou des départements de religion de nos universités : qu'ils deviennent des facultés ou des départements de sciences religieuses de toutes sortes, abordées sous l'angle positif. Ce n'est pas par hasard si ce sont précisément les jeunes étudiants de la faculté de théologie de l'Université de Montréal qui ont demandé, à l'automne 1968, lors de la contestation qu'ils menaient, l'établissement d'une faculté des sciences religieuses qui remplacerait la faculté de théologie catholique.

En dépit de tout ce qui pourrait les rapprocher de l'âge positif, dans le domaine de la religion, les jeunes Québécois n'ont pas encore quitté définitivement l'âge théologique; ils n'ont pas rompu tous les liens

qui les rattachent aux schèmes de pensée, aux images, aux valeurs de l'âge théologique. Cette situation d'ambivalence et de chevauchement montre bien qu'ils en sont encore à l'âge métaphysique ! Je n'en veux pour preuve que trois constatations que j'exposerai brièvement.

Plusieurs enquêtes auprès des jeunes ont établi nettement qu'ils professent encore une certaine croyance en Dieu. Je dis bien « une certaine », car je suis convaincu que, si l'on pouvait évaluer avec précision le contenu et l'intensité de cette croyance, on verrait qu'elle ne représente, somme toute, qu'un déisme plus ou moins éthéré, comparable à celui qui prévalait à l'âge métaphysique des XVIII^e et XIX^e siècles français. La croyance en Dieu de la jeunesse québécoise ne constitue plus, comme autrefois, un foyer de pensée qui irradie sa lumière sur toutes les autres réalités. Elle n'est plus qu'un amas de notions abstraites ou d'images nébuleuses, plus ou moins bien articulées, et réunies sous le concept non moins abstrait de déité. Ce sont des vestiges qui flottent encore dans la pensée des jeunes, d'ailleurs le plus souvent à l'arrière-plan de leurs préoccupations quotidiennes.

Un certain nombre de jeunes du Québec pratiquent encore leur catholicisme, surtout sous la forme de la messe dominicale. Le point important, ici, est d'opérer la démarcation entre les pratiquants conformistes et les pratiquants convaincus. Dans la mesure où la pratique religieuse, chez les jeunes, est de beaucoup plus forte à la campagne qu'en ville, il est légitime de penser que le conformisme parental ou social pèse lourdement sur elle. Le *cujus regis ejus religio* des époques féodale et royale de la vieille Europe s'applique encore chez nous, à une échelle plus petite, par les contraintes de parenté, de voisinage et de classe sociale. Or, c'est précisément la marque d'un âge théologique dégradé, c'est-à-dire de l'âge métaphysique, de poser des gestes religieux, non par conviction personnelle et sous le coup d'une profonde intériorisation, mais sous la pression de forces extérieures contraignantes.

Enfin, l'ambiguïté et le paradoxe de l'esprit métaphysique se révèlent crûment dans les images traditionnelles du clergé que véhiculent encore les jeunes, malgré d'ailleurs une désaffection grandissante à l'égard de cette fonction. Une enquête récente de Jean-Paul Rouleau auprès des cégépiens du Québec a mis ce fait en lumière.

L'idée du prêtre que se font actuellement beaucoup d'étudiants du milieu collégial canadien-français ne diffère guère de celle de leurs parents, ni de celle qui a

toujours eu cours dans notre milieu. Le prêtre, pour eux, c'est d'abord le prêtre diocésain, celui qui œuvre dans une paroisse, qui sacramentalise les fidèles et leur transmet les enseignements de l'Église pour les faire respecter et observer. (*Le Devoir*, 3 déc. 1969, p. 6.)

Là encore nous retrouvons des conceptions et des images de l'âge théologique, mais en état incohérent, en dehors du contexte dans lequel elles puisaient leur sens et leur unité.

Toutes ces considérations sur le monde religieux des jeunes Québécois s'appliquent avant tout aux étudiants, à partir du niveau secondaire supérieur. Elles restent quand même valables, en général, pour les jeunes engagés dans le travail. Il est plus difficile de juger l'évolution de ceux-ci, ne serait-ce que pour la simple raison qu'en dehors de quelques structures officielles comme l'Action catholique ouvrière ou les syndicats (ces derniers, d'ailleurs, ne leur permettent pas tellement de s'exprimer !), ils n'ont pratiquement pas de tribune publique où exposer leurs points de vue et faire connaître leurs revendications. Malgré tout, un examen circonspect du mouvement de la JOC, ces dix dernières années, peut nous confirmer dans la conviction que les jeunes ouvriers, peut-être avec un peu de retard sur les étudiants, suivent essentiellement la même trajectoire qu'eux et se dirigent graduellement vers une conception positive du monde religieux. Il est révélateur, à cet égard, que les premiers groupes de jeunes ouvriers de Saint-Henri, formés de manière plus ou moins structurée, il y a six ou sept ans, dans le cadre des « Copains de Saint-Henri », se soient d'abord lancés, par la voie de leur journal et à l'instar des journaux étudiants, dans une critique incisive de la religion québécoise. Puis, peu à peu ils en sont venus, à l'intérieur des Comités d'ouvriers ou de citoyens, à délaisser cette orientation pour s'attaquer, sous un angle profane, à leurs problèmes économiques, sociaux et politiques, par le truchement des techniques d'animation, de dynamique de groupes, de pression et de participation.

Dernière observation, bien éclairante à mon avis : au sein même des cadres de l'institution ecclésiale, on est en train d'assister au même processus que celui qui s'est préalablement déroulé à l'extérieur. La crise de l'Action catholique, il y a environ trois ans, et les mouvements cléricaux de contestation de ces dernières années en font foi. Les jeunes clercs et les jeunes militants catholiques, avec un cran en retard, ont passé dernièrement, et passent encore jusqu'à un certain point, par la même phase de critique vécue chez les jeunes Québécois en général. Ce phénomène

tout récent ne fait que démontrer, à mon sens, la solidarité intime qui réunit les jeunes du Québec au-delà d'à peu près toutes les structures et couches sociales. En définitive, le monde religieux des jeunes Québécois n'est pas stagnant, il ne se situe pas à un point mort; au contraire, il se trouve en plein mouvement, en pleine période de transition, incliné qu'il est, malgré son caractère encore métaphysique, à se pénétrer de plus en plus de l'esprit positif. Si le catholicisme traditionnel en plus s'évanouit rapidement, la religion comme telle ne disparaîtra pas forcément du monde des jeunes Québécois. À travers une période de latence, elle se prépare des transformations profondes.

II. — Le monde sexuel des jeunes Québécois

ou l'amour humain qui s'approfondit, à grand renfort de sexualité

Dans bien des milieux, le monde sexuel des jeunes Québécois est objet de scandale et de réprobation. On l'aborde encore trop souvent la commotion dans le cœur, le trouble dans l'esprit, la pudeur dans la voix et le fouet à la main. « Les jeunes ne respectent plus rien; ils se conduisent d'une façon dégradante », affirment péremptoirement un bon nombre d'adultes, pas nécessairement tous très âgés; d'autres, encore plus nombreux, auraient bien envie de l'affirmer aussi, s'ils ne se sentaient eux-mêmes pris dans ce tourbillon de la sexualité ou s'ils n'avaient peur, par là, de laisser percer leurs sentiments de jalousie ou de frustration.

Le sujet est plus complexe et demande d'être traité avec plus de subtilité. L'évolution sexuelle de la jeunesse québécoise, comme son évolution religieuse mais à un degré moins prononcé, se dirige progressivement, elle aussi, dans le sens de la positivité. Toutefois, elle m'apparaît en pleine période d'ambiguïté et de dislocation, encore plus que l'évolution religieuse. C'est donc dire qu'elle traverse nettement la phase métaphysique. Souvent avec une énergie sauvage qui s'alimente aux sources les plus vives de l'instinct humain, la sexualité tente de se dégager des symboles, des explications, des valeurs typiques de l'âge théologique. Elle n'y réussit pas toujours, loin de là ! Elle demeure en état de tension, de ballotement, de contradiction, tirillée qu'elle est entre les deux pôles d'une sexualité « théologique » s'expliquant par des forces mystérieuses transcendantes et d'une sexualité « positive » qui voudrait s'éclairer du dedans d'elle-même, à la lumière des autres énergies qui y convergent ou qui en émanent.

Un fait semble indubitable : pour quelque raison que ce soit, les valeurs sexuelles traditionnelles se désintègrent, pour ne pas dire s'anéantissent, dans le cercle de la jeunesse québécoise. Ce processus de désintégration se poursuit à bien des niveaux : par exemple, dans les fréquentations, dans les rapports conjugaux et parentaux, dans les relations de la sexualité à l'ensemble de la société. Partout la nouvelle sexualité pousse ses racines et sape les bases de

l'ancienne. Qu'on pense d'abord au caractère précoce des fréquentations assidues. Sans être encore rendue, de façon générale, au *steady dating* entre pubères ou même prépubères qui cherche à s'accréditer aux États-Unis, la jeunesse québécoise tend quand même à adopter le *pattern* américain, en ce qui regarde la précocité des fréquentations régulières.

Non seulement celles-ci s'amorcent à un âge plutôt tendre, mais elles se déroulent dans un climat grandissant de liberté de pensée et de mouvement. Le *necking* et le *petting* sont monnaie courante; on ne se fait pas faute, encore moins scrupule, de les pratiquer sur une haute échelle (ou même dans une autre position!). Un sociologue a dit avec raison qu'Henry Ford, avec la fabrication de ses premières voitures, en était un des principaux initiateurs! La virginité perd de sa considération et de son prestige, peut-être encore plus chez les filles que chez les garçons. Bien loin de constituer un idéal intangible, on est plutôt porté maintenant à s'en moquer, à la ridiculiser et à l'interpréter comme une marque de faiblesse, d'impopularité, d'insignifiance ou même de crétinisme, du moins à partir d'un certain âge.

Ce dernier point soulève un aspect extrêmement important de la révolution sexuelle qui s'opère chez les jeunes Québécois. Il concerne la jeune fille et la femme. Comme plusieurs enquêtes l'ont déjà montré dans notre milieu, notamment celle d'une équipe de recherches en sexologie présidée par le psychologue Desjardins, elles sont en train de s'affranchir d'un grand nombre de contraintes et de normes sexuelles à un rythme encore plus rapide que celui des garçons. Enserées dans un réseau plus étroit de prohibitions, elles réagissent plus violemment que les garçons et les jeunes hommes, et mettent les bouchées doubles à leur tâche de « libération ».

Il n'est pas surprenant, dès lors, que les rapports sexuels prémaritaux s'accroissent notablement. La jeune fille, à une époque pas très lointaine, se dressait comme un rempart solide devant les désirs de sexualité « copulative » du jeune homme. Coucher ensemble était pratiquement un tabou, même si on le faisait parfois. La situation a bien changé, et encore davantage l'appréciation psychologique et morale qu'on porte à l'endroit de ce geste. Il n'est plus tellement question de faire entrer en ligne de compte les défenses morales provenant d'un code éthique, juridique ou religieux. La norme qui tend, au contraire, à prévaloir est la suivante : devient acceptable tout rapport sexuel prémarital entre deux personnes qui se connaissent bien, qui ressentent de l'amour l'une

pour l'autre, qui le veulent librement et qui peuvent l'accomplir à la fois sans détrimment pour soi ou pour l'autre et avec une chance sérieuse d'épanouissement mutuel.

Dans le même esprit, il devient de moins en moins rare de se trouver confronté, chez les jeunes, surtout chez les étudiants, avec des situations d'union provisoire ou de mariage à l'essai. C'est là une réalité sociale que j'ai déjà commencé à dévoiler il y a près de trois ans. Depuis, le phénomène n'a pas ralenti, bien au contraire. Je m'engagerai sous peu à une vérification empirique rigoureuse de la portée de ce nouveau fait social, des conditions précises dans lesquelles il est vécu, de la signification qu'il comporte et des conséquences qu'il entraîne. Tout ce que je puis dire pour le moment, c'est qu'il ne s'écarte pas facilement du revers de la main, d'une façon simpliste et pharisaïque; c'est qu'il charrie avec lui des éléments tout aussi positifs que négatifs; c'est surtout qu'il s'inscrit dans la sphère d'une conception radicalement changée du mariage et de l'amour humain, conception qui, à mon avis, se défend tout aussi bien que celle du mariage traditionnel.

En réalité, cette dernière forme de mariage est de plus en plus en butte aux assauts de la jeunesse québécoise. On en dénonce le caractère exagérément institutionnel et juridique (c'est d'ailleurs, significativement, la même accusation qu'on dresse contre l'Église); on en décrit brutalement les dangers de routine, d'uniformité, d'étroitesse d'horizon, de psychologie « possessive » et jalouse; en somme, on prend conscience, de façon généralement lucide même si elle est parfois massive, de ses limites, de ses faiblesses, de ses échecs, quand il ne s'agit pas tout bonnement de son hypocrisie.

La jeunesse québécoise accepte bien difficilement que le mariage, civil ou religieux, soit un cadre tout fait d'avance par la société ou par l'Église, qui s'impose à elle de l'extérieur et dans lequel elle doit s'enfermer jusqu'à la mort. Le divorce n'est pas seulement légalisé au Canada; il est aussi reconnu dans la mentalité et dans la psychologie d'un bon nombre de jeunes Québécois. On tend de plus en plus à vouloir dominer, maîtriser son bonheur, à en devenir l'artisan responsable; par conséquent, si les nécessités de la vie l'exigent, on veut être capable de le chercher et de le trouver avec un autre conjoint.

C'est fondamentalement la même inspiration qui pousse beaucoup de jeunes à vouloir maîtriser la fécondité du mariage et de la sexualité, quelles que

soient les techniques employées. De là sûrement, entre autres facteurs, provient la vogue énorme des moyens contraceptifs, surtout de « la » pilule, qui libèrent la femme des obsessions d'une grossesse indésirée et vivent chez les conjoints, mariés ou non, les sentiments de liberté et de responsabilité. Par ailleurs, il est indéniable que l'utilisation de ces mêmes techniques peut tout aussi bien exacerber les désirs d'évasion, d'aventure, d'exploitation ou d'irresponsabilité.

Il serait possible d'analyser encore longuement ces transformations profondes qui s'effectuent dans le domaine de la sexualité des jeunes. Il y aurait lieu aussi d'en signaler bien d'autres comme, par exemple, l'intérêt accru pour l'érotisme sous toutes ses formes, le besoin d'un plus grand raffinement dans les manifestations sexuelles, la diffusion de l'usage des drogues, la tendance à juger la masturbation et l'homosexualité comme des réalités cliniques plutôt que morales, l'élargissement des lois relatives à la sexualité, souvent d'ailleurs sous la poussée des jeunes, etc. Bien que je ne puisse entrer dans tous ces développements, il me semble que les observations qui précèdent suffisent amplement à nous faire percevoir l'étendue et l'intensité des changements de valeurs, d'attitudes et de comportement déjà en cours dans la jeunesse québécoise. Il n'y a pas de doute : la sexualité des jeunes a quitté l'âge théologique, elle marche à grands pas vers l'âge positif. Y est-elle encore parvenue, s'y est-elle engagée définitivement ?

Bien des indications d'ordre sexuel me laissent croire que les jeunes vivent encore en état de dialectique et de déchirement. J'en mentionnerai quelques-unes. Certaines études récentes au sujet de la sexualité des jeunes Québécois montrent de nouveau que le double standard sexuel existe toujours parmi eux et exerce une influence énorme sur leur psychologie. Ce double standard se fonde, en dernière analyse, sur la conception ou bien d'une infériorité très nette de la femme à qui l'on juge inopportun de conférer les mêmes droits et privilèges sexuels qu'à l'homme, ou bien de sa supériorité morale et mystique qu'on ne voudrait pas voir ternir en lui permettant d'accomplir les mêmes actes sexuels que l'homme. Dans les deux cas, c'est l'homme qui, sexuellement, peut s'en accorder beaucoup plus que la femme, c'est lui pour qui la société est beaucoup plus tolérante et permissive, c'est lui qui, en somme, peut tirer ses marrons du feu, à moindres frais. Dans les deux cas aussi, une telle conception repose sur des interprétations du monde, de type théologique.

Nouvel indice, d'ailleurs relié d'une manière ou de l'autre, à celui du double standard : l'incapacité ou le refus, soit d'ordre psychologique, soit d'ordre moral (toutes ces situations étant au surplus sanctionnées par la société) que manifeste trop souvent le jeune homme d'assumer la responsabilité d'une paternité en dehors du mariage institutionnel. C'est là un état de fait injuste et déshonorant pour la mère célibataire. Elle se trouve ainsi avilie au rang d'un être inférieur par celui-là même qui l'a engrossée; on la pénalise du seul fait qu'elle possède les organes physiologiques aptes à souligner publiquement l'« incongruité » de sa condition d'enceinte. De là à se faire traiter comme femme-objet ou femme-chose, il n'y a qu'un pas bien vite franchi.

Souvent, la jeune fille elle-même intériorise, à son insu et à son détriment, la psychologie du double standard. Elle se voit ainsi poussée à entretenir chez elle des sentiments de crainte, ou de culpabilité, ou de frustration exagérée. Écartelée entre son désir de réalisation personnelle en tant qu'être humain et l'image « minimisante » d'elle-même et de son rôle social qu'elle perçoit à travers les lunettes de la société, elle est souvent contrainte à subir son sort de femme, d'épouse, de mère et à en tirer le meilleur parti possible, au lieu de le prendre en main de façon complètement responsable. À la rigueur, ce qui affleure encore dans notre société québécoise en général, et chez les jeunes en particulier, ce sont, en matière sexuelle, les rapports force-faiblesse, domination-sujétion vraiment caractéristique des sociétés soumises à l'esprit théologique. Ils n'ont fait que perdre de leur virulence, sans pour autant disparaître tout à fait. L'ambivalence parfois ressentie avec acuité par la jeune femme entre son rôle extérieur dans le monde du travail et son rôle intérieur d'épouse et de mère, même lorsque les enfants sont assez grands, témoigne clairement de cette situation équivoque qui définit l'âge métaphysique.

Est-ce à dire que la sexualité de la jeunesse québécoise plonge dans le brouillard le plus épais, ou dans la confusion la plus obscure ? Il serait trop facile de le soutenir. Mon hypothèse est que, malgré toutes ces incertitudes, ces tensions et ces paradoxes et, le plus souvent, à travers eux, la sexualité des jeunes fraye son chemin vers une étape plus riche et plus positive. L'amour humain s'approfondit dans ce débordement de sexualité et au beau milieu de toutes ces vicissitudes. Il m'apparaît indéniable qu'on cherche encore plus que par le passé à pénétrer les richesses intérieures de l'amour entre homme et

femme, à en saisir et démonter les mécanismes pour mieux le diriger et le nourrir, à en analyser les conditions d'épanouissement pour mieux les respecter. D'ailleurs, c'est parce qu'on a bien compris que l'amour entre homme et femme ne s'apprend pas surtout dans les livres ou avec son cerveau, qu'on sent le besoin de vivre dans ce domaine des expériences nouvelles et sérieuses, de les communiquer et de les comparer. L'amour entre personnes de sexe différent se démythifie, se « démythologise », et c'est bien.

La sexualité elle-même s'envisage de façon plus complète et positive. Elle fait moins figure d'une pieuvre aux mille tentacules enveloppant dans son étreinte puritaine et janséniste des personnalités atrabilaires et rabougries. Si la sensualité devient plus envahissante, l'hypocrisie bat en retraite. Le mariage se présente comme un mouvement quotidien de complétion mutuelle, ordonné davantage à la qualité de la vie conjugale et parentale qu'à la quantité reproductrice. La femme, comme personne humaine et comme épouse, se taille graduellement une place au soleil de la société; elle achève, espérons-le, de jouer le sempiternel rôle et d'incarner le mythe immémorial d'Ève la tentatrice et la corruptrice. Même l'enfant « naturel » veut respirer, vivre et se développer comme un être humain normal. Bref, on sent partout, chez les jeunes, un besoin incercible de « com-prendre » la sexualité, de s'y éduquer vraiment et de libérer de la sorte un réservoir d'énergies fraîches trop longtemps comprimées. Je ne fais pas ici une apologie de la sexualité des jeunes; j'essaie simplement de montrer qu'elle est en pleine période d'effervescence et de turbulence et que ce bouillonnement d'eaux vives ne charrie pas seulement des déchets et des épaves. La sexualité québécoise, à mon avis, ne se comprend intégralement que par les valeurs positives qu'elle transporte. Si elle foisonne en soubresauts, sinuosités et incartades, c'est qu'elle est sortie de son lit « théologique » et qu'elle n'en a pas encore trouvé un autre plus confortable.

III. — Le monde scolaire des jeunes Québécois

ou l'autorité magistrale qu'on détrône pour se retrouver en pleine anarchie

L'ère de l'esprit métaphysique ne se distingue pas par un système de pensée bien cohérent et unifié; au contraire, les idées vont et viennent, folles, échevelées, errant à droite et à gauche, semant la confusion intellectuelle. L'âge métaphysique érige une vraie Babylone, ou encore une tour de Babel d'opinions disparates, voire même contradictoires. Le seul ciment qui les unisse, qui leur permette de tenir ensemble, est celui de la critique de l'autorité magistrale sous toutes ses formes. Le *magister dixit* est continuellement assailli, durant cette période. Par ailleurs, sur le plan social, comme l'indique un des textes de Comte cité au début de cet article, le pouvoir d'organisation de l'esprit métaphysique s'avère pratiquement nul. Il s'agit de démolir l'ancien système; on n'a pas le temps ou la capacité d'en construire un nouveau! Le déboulonnement de l'autorité magistrale et le recours à la solution anarchique: tels sont donc, je crois, les deux traits les plus caractéristiques du monde scolaire actuel des jeunes Québécois.

Durant de nombreuses années, « le meilleur système d'éducation au monde », celui de la province de Québec, a joui du douteux privilège d'un des taux de scolarisation les plus faibles au Canada. Heureusement, les conditions se modifient à vive allure. Les institutions et les cadres scolaires se sont à la fois multipliés et coordonnés; les exigences sont devenues plus nettes et plus strictes, les facilités d'accès plus nombreuses et plus diversifiées. Tout ce brouhaha effectué au sein du système scolaire a certainement porté des fruits. Ainsi, le taux de scolarité a grimpé très vite, depuis quatre ou cinq ans, surtout à partir du niveau secondaire. Le désir de poursuivre des études, l'intérêt qu'on y marque se manifestent sûrement de façon plus éclatante chez les jeunes, qui y sont d'ailleurs encouragés par une ambition plus forte et une plus grande ouverture d'esprit de leurs parents. Des centaines de milliers de jeunes Québécois fréquentent maintenant les écoles secondaires, les collèges et les universités et, si cette ruée vers les études va peut-être décroître en chiffres absolus avant trop longtemps à cause de la baisse notable du taux de natalité, il reste que proportionnellement elle est

susceptible de toujours croître pour bien des années à venir. Nous sommes donc en présence d'un phénomène de masse inéluctable, d'un envahissement incœrcible du savoir par les jeunes.

La question n'est pas si simple à analyser. À première vue, on dirait bien qu'il s'agit là d'un engouement des jeunes pour les études, d'un véritable raz-de-marée intellectuel qui les pousse vers une formation toujours plus longue et plus solide. L'importance de ce facteur n'est certainement pas à dédaigner. Mais il y a bien davantage. D'abord, jusqu'à quel point le flux de la société, avec ses contraintes grandissantes en matière de scolarité et de diplômes, n'entraîne-t-il pas un bon nombre de jeunes, comme malgré eux, en tout cas sans beaucoup d'enthousiasme ou même d'aptitude, à pénétrer à reculons dans les institutions scolaires pour y vivre ensuite tant bien que mal durant plusieurs années ? Dans ces circonstances, il devient très difficile d'offrir des programmes tout cuits et d'imposer un régime administratif et pédagogique de type « magistral », comme si tout le monde y aspirait fortement et s'y sentait propulsé du dedans.

Mais il faut aller plus loin dans la compréhension du monde scolaire des jeunes Québécois et y déceler un trait assez marqué d'anti-intellectualisme. Je ne sais pas s'il faut l'attribuer à la vigoureuse tradition paysanne qui, pour n'en avoir pas besoin ou n'en être pas capable, a longtemps méprisé les études chez nous, ou à l'influence plus décisive qu'on ne le croit du pragmatisme américain pas tellement soucieux de la théorie et des idées, ou encore à l'abandon progressif, décrit par MacLuhan, de la pensée cursive, linéaire et livresque (en fonction de laquelle s'organisent encore la plupart de nos institutions scolaires !), au profit d'une pensée plus sauvage, enveloppée dans des sentiments et des images, ou bien encore à un quelconque autre facteur. Chose certaine : l'anti-intellectualisme des étudiants existe et on peut le constater, surtout dans les collèges et les universités. Il se manifeste de plusieurs façons.

Bien des étudiants ne veulent considérer des systèmes de pensée que dans la stricte mesure où ils paraissent, à leurs yeux, d'intérêt pratique ou d'application immédiate dans leur propre milieu. S'ils ne peuvent opérer une traduction spontanée des concepts ou des théories en termes d'action concrète où ils se sentiraient eux-mêmes engagés, leur concentration intellectuelle faiblit très vite, leur désir d'apprendre s'émousse à vue d'œil. Cette réaction est particulièrement remarquable dans le domaine de l'histoire de la

pensée. La dose d'anti-intellectualisme qu'on découvre chez les étudiants implique largement une dose d'ahistoricisme ou même d'anti-historicisme. Au fond, nous rejoignons ici un premier indice de cette critique de l'autorité magistrale si fréquente et si véhémement dans nos milieux scolaires. Puisque l'histoire est *magistra vitæ*, puisqu'elle n'est, en somme, que la tradition du savoir qui s'accumule en *patrimoine* culturel, attaquer le maître, le père, l'autorité, entraîne bien souvent qu'on renie l'histoire, à tout le moins qu'on ne s'y intéresse pas trop.

L'anti-intellectualisme étudiant pousse ses racines plus profondément. Il tente d'inscrire au cœur même de la formation intellectuelle une forme quelconque d'engagement social, économique ou politique. Le plan se dessine de plus en plus nettement, chez bien des étudiants, de conjuguer organiquement étude et travail, ou de les faire alterner, dans un unique mouvement de formation de la pensée par l'action et de fécondation de l'action par la pensée. La *praxis* s'installe de plus en plus, au moins dans la mentalité des étudiants, comme outil privilégié de façonnement de l'esprit. C'est sûrement là une protestation contre un style de formation intellectuelle fondé sur des études « classiques » et « libérales », conçues elles-mêmes autrefois pour des gens « libres » ne s'adonnant pas aux travaux « serviles ». Au surplus, ce désir de travail et d'action sociale au sein même des études vise à rapprocher les étudiants des ouvriers et des patrons et s'insère dans un courant de pensée politico-social que je décrirai plus loin.

Enfin, l'anti-intellectualisme conduit même parfois jusqu'au décrochage complet des études, soit momentané, soit permanent. C'est là un phénomène scolaire tout récent et lourd de signification. Il ne s'agit pas tellement ici des étudiants du secondaire qui délaissent leurs études avant terme ou qui ne les poursuivent pas, une fois leur secondaire terminé. Il est question plutôt des étudiants de collèges ou d'universités qui possèdent, en fait, toutes les raisons et les capacités du monde de terminer leurs études, mais qui les abandonnent, parce que le système scolaire leur pue au nez. En réalité, ils s'opposent par là aux « usines à diplômes » dont l'organisation de la pensée est jugée trop bureaucratique et asservissante. L'anti-intellectualisme se double ainsi d'une contestation massive de toutes les structures scolaires tant administratives que pédagogiques. En même temps, par la voie du sentiment, il effectue comme un retour à la nature brute, à « l'homme sauvage », un peu à la façon de l'Émile de Jean-Jacques Rousseau. On se

dégage du système scolaire, on revient à la prime nature, on se plonge dans le grand livre des voyages et de la vie: ce genre de romantisme aventurier, déjà préfiguré par les « hippies » intégrés au milieu scolaire, rappelle étrangement l'époque métaphysique de la France, à l'heure où le romantisme fleurissait.

Mais ce qui frappe le plus, dans le milieu scolaire actuel des jeunes Québécois, c'est l'attitude hostile d'un bon nombre à l'égard d'à peu près toute forme d'autorité. Il est vrai que cette hostilité s'exerce plus à l'endroit de l'administration qu'à celui du professorat, comme l'ont démontré les deux récentes enquêtes du Centre de recherche sur l'opinion publique (CROP) effectuées pour le compte de la Commission Deschênes de l'Université de Montréal. Il reste néanmoins que la dimension « magistrale » du professeur est elle aussi énergiquement critiquée. La genèse de ce mouvement peut nous éclairer grandement.

Tout n'a pas commencé de façon purement négative. Les associations locales d'étudiants universitaires ou collégiaux se sont intéressés d'abord à la mise sur pied de structures et de services aptes à dépanner les étudiants aux prises avec des besoins de tout ordre et à promouvoir leurs activités surtout périscolaires. À la faveur de la création de la FAGECCQ et de l'UGEQ, un certain front commun s'est formé, avec objectif de faire valoir le syndicalisme étudiant, à l'échelle des institutions scolaires et de toute la société. C'est alors que les préoccupations étudiantes se sont faites plus revendicatrices, à la fois, en ce qui touche l'organisation interne administrative et pédagogique de leur milieu et les problèmes socio-politiques d'intérêt général. La bataille s'engageait contre le maître, qu'il fût administrateur ou professeur. De durs combats se sont livrés mais petit à petit, pour de multiples raisons que je ne puis signaler ici, le mouvement syndicaliste étudiant se mit à s'effriter. Des lézardes apparurent dans la muraille étudiante et elles devinrent trous béants, à l'occasion de la grande contestation de l'automne 1968. L'autorité n'était pas seulement dénoncée en dehors du mouvement étudiant, elle l'était même en son sein. Avec la transformation graduelle des collèges classiques, la FAGECCQ n'avait pu tenir le coup. L'UGEQ, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM), l'Association générale des étudiants de Laval (AGEL) et d'autres associations locales se firent hara-kiri. On assista alors à la désintégration, à la débandade du front commun étudiant.

Ce processus d'effritement met en relief la marche précise qu'ont suivie les intérêts et les luttes de la jeunesse étudiante. D'une attention spéciale accordée à l'organisation de services étudiants surtout dans le domaine périscolaire, l'on est passé à une critique serrée de l'administration et de l'enseignement des institutions scolaires. On demandait une présence, une participation plus grande et plus active au cœur même des centres de décision, à partir de la base jusqu'au sommet. C'est là qu'au dire de bien des étudiants on s'est frappé à l'*Establishment*, à la chasse-gardée, au conservatisme du pouvoir établi, au mur d'apathie et de résistance d'une autorité qui ne voulait pas se démocratiser suffisamment. L'occupation étudiante de 1968 est venue constituer une épreuve de force à ce sujet. La plupart des étudiants sont convaincus d'avoir perdu la bataille à ce moment, même s'ils ont recouvré depuis quelque part de butin. La situation allait alors changer radicalement.

Déjà, avant les grands événements de l'automne 1968, une analyse plus minutieuse des problèmes administratifs et pédagogiques auxquels ils avaient à faire face dans leurs études, avait entraîné les étudiants hors de l'orbite proprement scolaire jusque sur le terrain de combat de la société entière. Ils avaient perçu les liens intimes qui unissaient tel genre d'instruction à tel type d'économie, à tel mode de pouvoir politique; ils avaient détecté le réseau de rapports sociaux de toutes sortes qui enserre, et parfois même étouffe, une université ou un collège. Mais à la faveur de l'expérience traumatisante de 1968, cette perception est devenue une évidence, du moins pour les leaders étudiants. Désormais, la contestation ou la critique de l'autorité ne peut plus s'en tenir au seul niveau scolaire; elle doit être globale ou ne pas être du tout ! C'est la toute dernière prise de position du milieu étudiant, et la plus significative.

Avec elle, s'installe l'anarchie, sinon dans les faits, du moins dans les désirs et la mentalité. La critique étudiante est devenue tellement massive qu'elle a rongé son propre système et sa propre organisation. On ne veut plus d'associations centrales pour diriger un mouvement de contestation qui, parce qu'il est désormais anarchique, doit s'ébranler de la base et englober tout le monde au lieu de quelques pseudo-représentants. Pour la même raison, on est très méfiant envers les associations locales générales. Ce qu'on prône surtout, c'est la création spontanée de groupuscules au leadership collectif, aux structures très lâches et mobiles, aux objectifs sans cesse redéfinis. Ce sont eux qui décideront et de la bataille à livrer,

et de la stratégie à utiliser. Le Mouvement syndicaliste politique (MSP), groupant environ cent cinquante étudiants radicaux, en est un des plus beaux exemples. Il fut un des principaux responsables de l'opposition étudiante au bill 63. Par ailleurs, et c'est une des incohérences du monde scolaire québécois, il semble que les étudiants du secondaire, par le Syndicat du Secondaire (SDS), veuillent tenter à leur tour de bâtir leur unité syndicale face à l'autorité.

Au nom de l'anarchie, et par scepticisme ou désabusement vis-à-vis des autorités concernées, plusieurs étudiants des niveaux universitaire et collégial refusent maintenant de jouer le jeu de la participation auquel on les convie. Ils rejettent la participation « intégrée », sorte de subterfuge, d'après eux, qu'on vient d'inventer pour leur jeter la poudre aux yeux et les assimiler au pouvoir établi, un peu comme la société de consommation digère et assimile même les réalités qui la contestent le plus. C'est pourquoi, en septembre dernier, à l'Université du Québec à Montréal, plusieurs centaines d'étudiants avaient refusé de répondre à l'invitation officielle de participation. Pour le même motif, la réaction actuelle de plusieurs étudiants de l'Université de Montréal devant les recommandations du rapport Deschênes est une réaction de désaffection et de non-engagement. Comme bien des Canadiens français devant les chèques ou les timbres bilingues, ils sont portés à dire: « trop peu et trop tard ». Cette fin de non-recevoir anarchique peut expliquer aussi, sans doute, l'espèce d'accalmie, de temps mort que vivent présentement bien des milieux étudiants. Il ne faudrait pas trop se leurrer, toutefois. Le feu couve sous la cendre; il peut facilement et rapidement se transformer en un nouveau brasier.

Face à cette multitude composite de petits groupements, comités, mouvements, associations, etc., qui occupent le marché étudiant, le *Quartier latin*, nouvellement redéfini et réorganisé, tente de jouer un rôle d'inspirateur et de leader charismatique. Il essaie, quoi! de remplacer la défunte UGEQ, mais à un autre niveau: celui de l'influence secrète, subtile, souvent inconsciente, par le moyen des répétitions, des allusions, des évocations, des images truculentes, de l'humour et parfois de l'information! C'est presque un exemple parfait de l'utilisation de techniques américaines au service d'une cause étudiante typiquement québécoise: celle de la contestation de l'autorité magistrale dans et par l'anarchie!

IV. — Le monde socio-politique des jeunes Québécois

ou la société globale que l'on consulte au nom d'un nouveau messianisme

S'il est un domaine où les jeunes Québécois nagent dans la confusion et le chaos, c'est bien celui du socio-politique. Là, plus qu'en matière religieuse, sexuelle ou scolaire, ils se trouvent encore à l'âge métaphysique. On dirait qu'ils s'y fixent même! L'idéologie triomphe aisément, soit qu'elle rabâche les thèmes éculés d'un capitalisme « omnibienfaisant », soit qu'elle brandisse aveuglément les étendards marxistes ou maoïstes. D'une part, on veut conserver à tout prix les privilèges, le pouvoir, le prestige ou la richesse qui se rattachent à certaines fonctions ou classes sociales; d'autre part, on entend les éliminer sans merci, en leur substituant une société égalitaire et libertaire d'où l'intérêt et le profit seraient irrémédiablement exclus. Entre ces deux positions radicales, flottent un bon nombre d'opinions politiques et sociales ne sachant pas trop où s'accrocher, prêtes à s'agglutiner, souvent au caprice d'un événement ou d'une mode, à l'une ou l'autre des positions plus fermes.

Il faut, pour analyser le monde socio-politique des jeunes Québécois, s'en tenir pratiquement à la jeunesse étudiante. Les jeunes ouvriers ou cultivateurs, eux, comme leur classe respective, peuvent difficilement faire entendre leur voix sur la place publique et communiquer leur vision socio-politique. Ils sont concrètement la « majorité silencieuse » de la jeunesse québécoise. Dans le camp étudiant, deux enquêtes, toutes fraîches, l'une menée par quelques sociologues de l'Université Laval, l'autre par le Centre de recherches sur l'opinion publique (CROP), ont démontré que les étudiants des Universités Laval et de Montréal étaient loin d'épouser tous la cause de la contestation globale. Ils se divisaient, selon les facultés concernées, en couches diverses allant de l'anticontestation à l'activisme ou au radicalisme. On constatait dans la population universitaire un mélange passablement hétéroclite de conservatisme et de progressisme radical.

En général, les anticontestataires tendent à se recruter dans les rangs des facultés de médecine, de commerce, des sciences appliquées (Polytechnique)

et des sciences de l'éducation. Quand on songe, par exemple, que nombre d'études sociologiques ont révélé que les étudiants en médecine comptent parmi les moins ouverts aux réalités sociales et politiques, les moins préoccupés de ces problèmes et des solutions à leur apporter; quand, par ailleurs, les statistiques officielles d'Ottawa nous annoncent que, pour 1967, le revenu annuel moyen du médecin canadien se chiffrait à plus de trente-huit mille dollars, il devient facilement compréhensible que ces étudiants en médecine n'aient pas le goût de renverser la société, ne se sentent pas des instincts et des aptitudes de révolutionnaires et prennent parti, en fait, contre les courants d'idées et les mouvements qu'ils jugent subversifs. Des remarques similaires peuvent, en gros, s'appliquer aux étudiants qui s'orientent vers le commerce ou l'industrie. Les exigences de leur emploi futur, les rouages inévitables d'un immense système capitaliste nord-américain dans lequel ils s'apprentent à fonctionner, les empêchent souvent de s'inscrire en faux contre une structure sociale, économique et politique solidement en place.

En un sens, il faut presque se payer le luxe d'un entraînement aux sciences sociales, à la philosophie, aux lettres ou au droit pour posséder des chances de grossir les rangs des contestataires et des activistes. Ce n'est pas l'effet du hasard si, de façon constante, les éléments les plus critiques de la société se retrouvent surtout parmi ceux qui s'adonnent aux études théoriques, à la réflexion sur des systèmes de pensée et, plus particulièrement, à l'analyse des faits sociaux. À peu près partout dans le monde, lors de chaque insurrection étudiante de taille, ce sont principalement les étudiants en sciences sociales, notamment en sociologie, qui ont fait office d'animateurs et de leaders. Les facultés des sciences sociales sont devenues de véritables pétaudières! Notre milieu ne déroge pas à cette constante sociologique.

Comment rendre compte du phénomène? Est-ce parce que les sciences sociales, en raison même de leur texture, de leur objet plus vaste et plus insaisissable, de leur méthode plus complexe et moins mathématiquement rigoureuse (bien que les mathématiques y prennent une importance accrue), ont le don d'attirer chez elles des étudiants à l'équilibre plus instable, à la psychologie plus torturée, aux idées et aux sentiments plus généreux, aux ambitions professionnelles moins définies et moins égocentriques, à l'esprit d'audace et d'aventure plus accentué? Ou est-ce parce que les sciences sociales elles-mêmes et

ceux qui les professent ouvrent davantage l'esprit des étudiants à la critique de la société, à l'analyse implacable de ses failles et à l'examen lucide de son évolution? Nous retrouvons ici le sempiternel problème de l'œuf et de la poule.

Pour ma part, je crois que la deuxième raison joue un rôle considérable, dans notre milieu et à l'échelle mondiale, concernant l'application du problème à l'étude. Cependant, je serais loin d'exclure par là l'influence capitale du premier facteur. À cet effet, il m'apparaît important d'accorder quelque attention au fait que les sciences sociales attirent, dans nos universités, une forte clientèle d'étudiants, en réalité la plus nombreuse de toutes les facultés. Pourquoi en est-il ainsi? Voici une hypothèse d'explication, sujette, il va sans dire, à de plus amples vérifications.

À l'âge théologique de la société québécoise, alors que les croyances se coordonnaient et s'unifiaient dans la foi catholique, que l'organisation sociale, éducative et politique était fortement inspirée des valeurs religieuses et reposait en définitive sur elles, il était normal que la fonction cléricale ou l'état religieux exerce des attraits puissants sur un grand nombre de jeunes. En fait, cette profession-là était embrassée par une forte proportion d'entre eux. Ils y sentaient une cause générale à laquelle se consacrer, un objectif social valable et prestigieux à rechercher.

Avec le craquement des bases religieuses de notre société, avec le démantèlement de ses structures et le bris de son unité, c'est toute une nouvelle organisation sociale à instaurer, toute une société neuve à édifier, cette fois sur des fondements plutôt humains et terrestres. Le nouvel objectif social à poursuivre, la nouvelle cause d'intérêt commun à épouser, c'est maintenant de trouver à cette société québécoise en refonte complète d'autres principes d'unité, d'autres matériaux de construction de caractère inédit. De telle sorte que les sciences sociales, plus aptes à fournir des éléments de réponse à ces problèmes, se voient maintenant confier, pour ainsi dire, la tâche de remplacer le sacerdoce et d'exercer auprès des jeunes le même pouvoir d'attraction dont celui-ci jouissait.

Une telle interprétation trouverait une certaine confirmation dans le fait qu'un bon nombre de séminaristes ou de prêtres qui laissaient les rangs du clergé se dirigent presque d'instinct du côté des sciences sociales. Si cette explication hypothétique était un tant soit peu juste, elle signifierait, en somme, que la

plupart de ceux qui, dans le passé, auraient aspiré au sacerdoce, s'orientent maintenant vers les sciences sociales. Évidemment, le climat social est beaucoup plus trouble, désarticulé, confus qu'autrefois; beaucoup moins de solutions et de réponses toutes faites se présentent d'elles-mêmes. Rien d'étonnant, dès lors, que les sciences sociales, si elles attirent des candidats aussi « généreux » que les anciens aspirants au sacerdoce, n'en recrutent pas d'aussi sereins, placides et bien structurés.

Cette transposition des fonctions religieuses aux fonctions sociales qui en assument désormais les responsabilités entraîne un déplacement de messianisme. La nouvelle « mission spirituelle » du Québec, cette fois bien profane et visible, est d'incarner en Amérique du Nord, non plus les valeurs d'une foi catholique française, mais celles d'une société socialiste indépendante qui bouterait dehors le cortège hideux du capitalisme américain ou anglo-canadien et y ferait s'épanouir une culture française vraiment libre. C'est, du moins secrètement pour ne pas dire inconsciemment, ce que rêve d'accomplir et ce pour quoi veut travailler Mgr Paquet, version 1970, bien « humanisé » et « socialisé » dans sa défroque des sciences sociales !

Le lien invisible mais, à mon sens très étroit, qui unit, à travers la continuité de notre histoire, le sacerdoce aux sciences sociales, se manifeste quelquefois ouvertement. C'est le cas des étudiants les moins croyants. Ce sont précisément ceux-là qui figurent parmi les étudiants des sciences sociales et parmi aussi les plus contestataires et les plus radicaux. L'association de tous ces faits dans les mêmes personnes n'est pas pure coïncidence. Elle valide mes propos de tantôt. Le messianisme areligieux ou antireligieux des contestataires les plus actifs n'est que l'envers social du messianisme catholique du sacerdoce d'autrefois !

Quoi qu'il en soit de cette tentative d'explication, il n'en demeure pas moins certain que le groupe d'étudiants universitaires ou cegépiens engagés dans la voie du radicalisme ou de la contestation globale constitue un des noyaux les plus actifs, les plus brillants et les plus dynamiques de notre société. Arguer de leur petit nombre pour faire fi d'eux ou pour les rayer de la carte québécoise représente une démarche grossière et béotienne ! L'enquête de Laval a établi clairement qu'ils se recrutent, comme leurs opposés anticontestataires d'ailleurs, parmi les étudiants les mieux doués intellectuellement. En outre, ils proviennent en majorité des classes professionnelle et moyenne supérieure. C'est un atout non négligeable

en leur faveur. Une telle provenance leur fournit des armes pour lutter plus vigoureusement et en meilleure connaissance de cause contre les abus économiques et sociaux qu'ils fustigent. Ils connaissent, pour l'avoir déjà endossée, les défauts de la cuirasse !

Quel programme économique, social et politique proposent ces nouveaux contestataires ? Au minimum, ils s'inspirent d'idées fortement socialistes. Certains, assez nombreux et dévorés du feu sacré, se proclament nettement marxistes ou même maoïstes. Il serait faux d'affirmer que ces derniers veulent reproduire l'autoritarisme ou la tyrannie qui se sont exercés dans certains régimes communistes. Le sens critique des étudiants radicaux est bien plus aigu qu'on ne le croit. En fait, il l'est tellement que le meilleur de ses ressources s'épuise à miner la société actuelle, en la dénonçant dans ses travers les plus secrets et les plus ténus. Mais cette œuvre critique s'accomplit de façon trop unilatérale. On y sent la passion, l'émotion du messianisme qui est confiant en son triomphe, même si, pour le moment, les ruines ou les cendres s'amoncellent. C'est la société de consommation qu'il faut abattre, c'est la structure économique du capitalisme qu'il faut renverser, c'est le pouvoir politique de l'*Establishment* qu'il faut terrasser. Tout le reste n'est que plâtrage, cataplasme, pis-aller, faux-fuyant !

Sur le plan politique, le radicalisme couche avec le séparatisme ou l'indépendantisme. Cela ne veut pas dire que le lit est de la fabrication du Parti québécois. En général, les étudiants en ont marre des « vieux partis ». À peine 25% au plus peuvent encore s'intéresser à l'Union nationale ou au Parti libéral et voter pour eux. La grande majorité des étudiants optent, soit pour un nationalisme très fort, soit pour l'indépendance du Québec et penchent du côté du Parti québécois. Cependant, certains d'entre les radicaux formulent de sérieuses réticences envers le programme du Parti québécois, qu'ils jugent trop timide et trop au centre, et surtout envers l'électoratisme de René Lévesque. Ils estiment qu'une telle attitude de compromis est de nature à frelater le contenu de l'indépendance et à faire le jeu des intérêts au pouvoir. À leurs yeux, on ne peut pas pactiser avec les fausses règles d'une démocratie de nom !

Enfin, la mystique des radicaux les propulse vers des formes d'animation sociale et culturelle ou d'éducation politique auprès des ouvriers ou des classes défavorisées. C'est dans la logique même des systèmes de pensée où ils s'alimentent. Se rapprocher des plus pauvres, des « sans-voix », des aliénés économiques et sociaux, leur semble une nécessité toute naturelle.

Leur travail consiste surtout à faire prendre conscience à ces gens de leur sort injuste et à les provoquer à s'organiser eux-mêmes, au lieu de porter sans cesse leurs réclamations à des autorités trop souvent enchaînées à d'autres intérêts ou insensibles à leurs malheurs. C'est surtout à travers les comités d'ouvriers ou de citoyens que cet éveil des consciences s'opère. Nous rejoignons ici à peu près la seule manifestation publique qui permette à des jeunes ouvriers de se produire socialement. D'ailleurs, d'autres voix publiques, comme celles de la JOC ou du Conseil central de Montréal, présidé par le fougueux Michel Chartrand, curieusement s'orientent de plus en plus dans le sens de l'action sociale et politique des comités de citoyens. C'est peut-être là un indice d'une solidarité profonde qui est en train de s'établir, au-delà de bien des divergences, entre le monde étudiant et le monde du travail.

Au terme de ces réflexions sur le monde socio-politique des jeunes Québécois, il est plus vrai que jamais de parler de tâtonnements, de recherches laborieuses, de « simplifications dissolvantes », de critique destructive, le tout baignant dans le mysticisme attardé de ceux qui ne veulent pas changer notre société ou dans le messianisme incendiaire de ceux qui veulent la raser de fond en comble. Il reste que, de ces deux attitudes, la dernière est la seule, à mon avis, qui porte certains germes de vie et de progrès. En attendant, elle se débat comme une forcenée à son œuvre nécessaire de destruction, caractéristique de l'âge métaphysique !

Conclusion

Comment conclure cet article, où se mélangent délibérément analyses sociologiques, hypothèses personnelles et jugements de valeurs ? Deux ordres de remarques s'imposent.

La société québécoise n'a pas assez pris ou a trop pris au sérieux la jeunesse qui pousse dans ses rangs. Il n'y a pas si longtemps, l'Église la boudait, lorsqu'elle piaffait d'impatience ou se révoltait; Elle s'en occupait avec soin, mais trop souvent dans une perspective

cléricale détachée du monde. À l'intérieur du foyer, la famille l'encadrait avec trop de précaution, voire même avec autoritarisme; à l'extérieur, elle s'en déchargeait facilement au profit d'autres institutions. Les écoles et collèges souffraient mal sa critique et combattaient son esprit d'indépendance. Les usines et les ateliers de travail l'exploitaient comme du vulgaire cheptel. Les associations et les partis politiques lui créaient un enclos marginal et la manipulaient à leurs fins. Cette situation a bien changé, il est vrai. Mais elle a marqué la jeunesse et ses cicatrices ne sont pas encore fermées. Il se peut que les changements apportés à sa condition se soient opérés trop lentement et trop tardivement. La jeunesse contemporaine possède un rythme de vie et de mutation qu'il faut savoir reconnaître et respecter.

D'autre part, la jeunesse n'est plus simplement une étape chronologique de la vie qu'on franchit tout bonnement à force de vieillir. C'est désormais un mode de pensée, une façon de sentir, un style de vie. Toute société doit regarder sa jeunesse non plus comme un simple vestibule par où l'on passe rapidement pour enfin pénétrer dans le seul vrai monde: celui des « adultes ». Elle doit, au contraire, la considérer comme une dimension propre de son être, possédant sa consistance et sa densité spécifique, comme un microcosme vivant et se développant au sein de son vaste monde à elle. La société contemporaine ne se compose plus uniquement, comme la société d'autrefois, d'adultes qui ont dû être jeunes un jour et qui doivent éventuellement devenir vieillards. Elle se compose plutôt d'hommes jeunes, d'hommes moins jeunes et d'hommes qui ne sont plus jeunes. C'est toute la différence du monde ! Bien plus, c'est la jeunesse qui tend, dans cette nouvelle société, à devenir la force assimilatrice des autres personnes. C'est donc dire qu'elle jouit d'un pouvoir de création capable d'engendrer d'autres types de sociétés que ceux dans lesquels elle vit. Voilà ce qui est en train de se produire au Québec ! La jeunesse québécoise a nettement dépassé l'étape « théologique » de notre société; elle s'achemine résolument vers l'étape « positive », mais elle est encore aux prises avec l'étape « métaphysique », dans un combat à mort qu'il n'en tient qu'à nous qu'elle doive gagner.